

Bruxelles, 9 octobre 2025

## Communiqué de presse

# En quête d'un toit : les familles nombreuses à bout de souffle - appel à agir

**ATD Quart Monde, l'ASBL Benoît et Michel, le Rassemblement Wallon pour le Droit à l'Habitat, la Ligue des familles, Luttés-Solidarités-Travail et le Délégué général aux droits de l'enfant tirent la sonnette d'alarme concernant la pénurie de logements abordables et décents pour les familles nombreuses en situation de pauvreté en Wallonie. La coalition demande à la ministre du Logement, Mme Neven, et au ministre de l'Égalité des chances et de la Santé, M. Coppieters, des mesures urgentes.**

**Face à une situation qui dure depuis plusieurs années, les familles appellent à l'aide** Depuis le printemps, les associations constatent une pénurie de logements touchant particulièrement des familles nombreuses en Wallonie, et singulièrement dans les régions de Verviers, Liège et Virton. Il s'agit de familles expulsées, menacées d'expulsion ou contraintes de quitter leur logement en raison de conditions d'insalubrité, et qui ne trouvent aucun logement abordable.

Ce problème touche chaque année des centaines de familles : les ménages nombreux disposant de revenus modestes rencontrent beaucoup de difficultés pour trouver un logement adapté à la taille de leur foyer et à leur budget. Selon des rapports de 2017 et 2023 du Centre d'Études en Habitat Durable (CEHD), les données montrent clairement une pénurie persistante de logements pour ce type de famille.

### **Des conséquences sur les enfants**

La coalition attire l'attention sur la précarité de ces situations qui mettent en péril l'avenir des enfants en ayant des répercussions sur leur scolarité et sur leur bien-être. D'après les associations, ces situations sont préoccupantes. Lorsque ces difficultés se prolongent, elles entraînent souvent l'intervention de l'aide à la jeunesse. **La coalition dénonce une violation des droits humains, contraire aux engagements pris dans la Convention internationale des droits de l'enfant et la Charte sociale européenne révisée.**

### **Des mesures urgentes et structurelles**

Pour faire face aux situations les plus critiques et améliorer durablement l'accès au logement des familles nombreuses, la coalition d'associations propose plusieurs mesures :

- En cas de décision d'expulsion d'une famille à bas revenu avec enfants, obligation des pouvoirs publics à fournir un hébergement adapté ou à défaut, dans l'attente, à assumer le loyer privé
- Augmenter le nombre de logements sociaux et d'utilité publique disposant d'au moins 3 chambres
- Renforcer le parc de logements d'urgence et de transit pour les familles nombreuses
- Mettre en place une véritable lutte contre l'inoccupation des biens immobiliers
- Inciter les villes et communes à imposer des charges urbanistiques favorisant la création de logements familiaux

À travers ces propositions, les associations souhaitent provoquer des décisions politiques et une concertation avec tous les acteurs du logement et de l'hébergement afin d'apporter des réponses concrètes aux besoins des familles nombreuses.

## Contacts

- Mouvement ATD Quart Monde Belgique : Nicolas Descamps, chargé de communication - 0476/01.64.13 – [nicolas.descamps@atd-quartmonde.org](mailto:nicolas.descamps@atd-quartmonde.org)
- Rassemblement Wallon pour le Droit à l'Habitat : Arnaud Bilande - 0472/20.73.47
- Luttes-Solidarités-Travail : L. Lefèbvre: 0496/18.64.77

## Quelques chiffres

Le Fonds du Logement wallon gère un parc de 1400 logements et en crée chaque année une cinquantaine supplémentaire. Cependant, 719 familles sont sur liste d'attente.

Du côté des agences immobilières sociales (AIS), on recense près de 15 000 candidatures émanant de familles avec enfants (sans distinguer le nombre d'enfants). Or, leur parc représentant quelque 9000 logements comprend seulement un tiers de logements 3 chambres et plus.

Pour obtenir un logement social, les délais se comptent en plusieurs années pour les familles nombreuses, qui, comparées aux autres types de ménages (isolés, monoparentaux, les couples sans enfant), ont les temps d'attente les plus longs.